

Introduction

À partir des années 1960, les espaces désertifiés du territoire français, laissés pour compte du modèle agricole productiviste, sont le théâtre d'un « retour à la terre », une des formes emblématiques des mouvements contre-culturels. Partis des États-Unis dans les années 1950, avant d'atteindre le nord de l'Europe, ceux-ci expriment ainsi de manière concrète le refus des contraintes liées au système économique capitaliste, à la société urbaine et de consommation. Cela se traduit, jusqu'aux années 1990, par l'installation, en vagues successives et différenciées, de populations d'origine citadine et plutôt jeunes (moins de 35 ans), dont les motivations, en rupture avec la société dominante, évoluent au gré de la conjoncture économique et politique générale : du projet révolutionnaire de refondation de la société et de l'économie capitalistes par l'exemplarité, au désir de rendre plus supportable la précarité sociale, en passant par l'attrait pour une vie saine et plus détendue enrichie de relations de proximité.

En Ardèche plus qu'ailleurs, l'installation de la première vague néo-rurale, celle des communautés « hippies », revêt un aspect particulier. Dans un environnement social peu ouvert et très conservateur, elle concerne précocement et de façon plus importante, une population de nouveaux venus moins aisée et plus radicale. Les conflits et une forte médiatisation s'en trouvent favorisés, rendant le département emblématique du « retour à la terre » qui s'inscrit dans la durée. En effet, la première vague d'installation en a suscité d'autres, successivement, moins idéologiques et bien différenciées par le profil et les motivations de leurs acteurs (1975-1985, 1985-1995, 1995-2005 et depuis 2005). L'implantation néo-rurale y prend également un tour plus dramatique avec l'affaire Conty, le triple meurtre perpétré par les « tueurs de l'Ardèche » en 1977 qui, près de trente-cinq ans après les faits, marque encore la mémoire des Ardéchois et continue de susciter plusieurs niveaux de fantasmes.

Alors que le libéralisme semble avoir définitivement triomphé des idéologies, l'idée de consacrer un travail de recherche au « retour à la terre », apparaît a priori incongru. Née du sentiment rétrospectif d'avoir vécu dans un hameau ardéchois, au début des années 1970, coïncidant avec l'arrivée des « hippies », les derniers instants d'une civilisation paysanne condamnée par la marche forcée vers la modernité, elle nous est apparue, au contraire, d'une grande actualité. En effet, au-delà de l'aspect anecdotique auquel il a été trop souvent réduit, le « retour à la terre » constitue un moment exceptionnel, courant sur environ trois décennies, de cristallisation d'une mutation fondamentale de la société française donnant à voir la confrontation entre des forces en gestation et des forces en voie d'effacement. Les premières, interrogent de diverses manières la société dont elles sont le produit, et constituent l'avant-garde d'une société

post-moderne qui remet en cause le modèle de croissance capitaliste en allant chercher des solutions d'avenir auprès de la population agricole. En effet, l'élément traditionnel de celle-ci, perçu comme victime de la modernisation engagée à l'échelle nationale et européenne au nom du même modèle, semble fournir une source partielle d'inspiration.

Ce faisant, c'est le rapport séculaire entre ville et campagne qui se trouve modifié par annexion de la seconde par la première, tant en ce qui concerne le mode de vie que l'évolution de ses fonctions. Les linéaments une fois posés par les néo-ruraux dans les espaces désertifiés, les caractéristiques majeures de cette mue civilisationnelle se diffusent par capillarité à la société globale.

À la croisée de plusieurs disciplines universitaires, le phénomène du « retour à la terre » a surtout fait l'objet d'études psychologiques, sociologiques, économiques ou géographiques.

Sa phase initiale, l'installation communautaire, fait l'objet d'une abondante production : films¹, émissions télévisées², articles de presse, témoignages de l'intérieur sous forme de journal³, mémoire⁴ ou de roman⁵, ou émanant d'observateurs extérieurs⁶. Cela tient à l'exploitation de l'effet de mode pendant la mobilisation et de l'effet commémoratif après le reflux et l'échec de la plupart des expériences. Parallèlement, des travaux de recherche analysent en profondeur les facteurs et les significations du phénomène communautaire.

Si les ressorts psychologiques⁷, la dimension religieuse⁸, idéologique, politique et révolutionnaire⁹ ont été explorés, c'est l'approche sociologique du phénomène

1. *La Vallée* en 1973 et *La Cécilia* en 1976 de J.-L. Comolli.
2. Arguments, *les nouveaux Robinsons*, le 10 juillet 1972 sur la deuxième chaîne à 21 h 20 Arguments, *les nouveaux Robinsons*, le 10 juillet 1972 sur la deuxième chaîne à 21 h 20.
3. BESSON Michel et VIDAL Bernard, *Journal d'une communauté*, 1976, Stock. BESSON Michel, DENAUD François et VIDAL Bernard, *Tentatives communautaires*, 1976, Librairie Demain, Toulouse. BESSON Michel, *Un an dans une communauté rurale*, imprimé chez l'auteur (67, rue Pargaminière, 31000 Toulouse), 2^e trimestre 1973, 115 p.
4. CANIOU D., *Marginalisme et retour à la terre*, 1974, Utovie.
5. FOUGERE Marie, *Les grandes eaux de février*, Éd. Utovie, 40320 Bats. Roman d'après une expérience de vie en communauté. L'auteur crée les éditions Utovie après 1968.
6. DESANTI D, *Des communautaires témoignent*, textes présentés par DELEPESSE Max et TANGE André, Paris, Feurus, 1971, 276 p. Ottawa, Novalis. DROIT Roger-Pol et GALLIEN Antoine (pseudonyme d'Antoine Dumayet, fils d'André Dumayet) : *La chasse au bonheur. Les nouvelles communautés en France*, 1972, Calman-Lévy, 226 p., donnant largement la parole aux communautaires, même si ceux-ci reprochent au second sa complaisance pour les détails « croustillants » selon SARBONI Edward, *les communautés libertaires de 1968 à 1978 dans le Sud-Ouest*, mémoire de maîtrise, 1992-1993, t. 1, université de Perpignan, sous la direction de M. Jean Sagnes, professeur d'histoire contemporaine, Président de l'université de Perpignan.
7. CHAUCHAT Hélène, *La voie communautaire. Pourquoi vivre en communauté?*, Thèse pour le doctorat de 3^e cycle de sociologie (multigraphiée), université René Descartes, Paris V, 1977. Publication de la Sorbonne, 1980, 210 p.; DINELLEO Raimundo et MERIC Pierre, *Théorie et pratique de la vie en communauté*, 1972, Béliabaste, 128 p.; COLIN Hélène et PARADELLE Michel, *Les jeunes et le mouvement communautaire*, Bruxelles, Éd. Complexe, Paris, diffusion PUF, 1974, 192 p., préface du Docteur Gérard Mendel.
8. DEL Vasto, Lanza, *Présentation de l'Arche*, L'Arche, 34 La-Borie-Noble. *Le pèlerinage aux sources*, Denoël, 1972. MICHEL C., *La quête du sens*, Paris, Éd. Fleurus, coll. « Communauté Humaine », n°7, 1972, 191 p. L'auteur entre à la communauté de l'Arche en 1956. LEPAGE L., *Les Communautés, sectes ou fermentés?*, Éd. Fleurus, coll. « Communauté Humaine », n°6, 1971.
9. LEVY STRINGER J., *Les marginaux : une nouvelle force politique en France*, 1977, Fayolle; VUARIN Robert, *Formes socio-économiques et déterminants idéologiques du phénomène de retour à la terre*, septembre 1978, université de Provence, CORDES, 114 p.; SARBONI Edward, *les communautés libertaires de 1968 à 1978 dans le Sud-Ouest*, op. cit.; DEMERIN Patrick, *Communautés pour le socialisme. Pratique de la vie collective chez les étudiants de Berlin-Ouest. Origines, développement et perspectives*, 1975, Maspéro, collection « Malgré tout », 209 p.; MAFFI Mario, *La cultura underground*, Laterza, Bari, 1972, 50 p.; GOUGAUD Henri, *Nous voulons vivre en communauté*, 1971, Béliabaste.

communautaire qui domine. Aux côtés d'André Micoud¹⁰ et de Michel Voisin¹¹, Bernard Lacroix¹² étudie les processus sous-jacents de la « conversion communautaire » caractéristique d'une génération. Il en souligne l'origine économique ainsi que l'inélasticité immédiate de la structure des emplois par rapport à celle des attentes, accrues et homogénéisées par l'École à partir des années 1960. Génératrice de frustrations, elle favorise les attitudes critiques et la montée de la révolte à partir des années 1968, puis encourage la résignation. Il montre enfin que l'ambiguïté sociale de la stratégie communautaire, à la fois volonté de combat et organisation concertée de la fuite, constitue la réponse la plus adaptée à la situation d'individus entrant dans la vie d'adulte au moment exact de la baisse de rentabilité sociale du cycle scolaire. À partir d'une enquête effectuée en deux étapes (1975-1976 et 1978) sur les marginaux installés dans les Cévennes (gardoises, lozériennes et ardéchoises), Bertrand Hervieu et Danièle Léger¹³ publient un ouvrage fondateur, *Le retour à la nature*. Ils y étudient le « déplacement de l'utopie » et montrent comment, grâce à l'installation des néo-ruraux, dont les projets réintroduisent le conflit, là où l'anomie consécutive à la perte de substance démographique l'avait fait disparaître, les espaces désertifiés sont l'objet d'autres réinvestissements symboliques porteurs de changement social¹⁴. Les néo-ruraux y jouent un rôle actif en devenant des partenaires privilégiés de la nouvelle politique d'aménagement du territoire des pouvoirs publics.

Le reflux et la quasi-extinction du phénomène communautaire ainsi que le changement de conjoncture économique au mitan de la décennie 1970, orientent dans une perspective démographique, économique et de géographie d'aménagement du territoire, les recherches, qui répondent désormais à une demande des pouvoirs publics et des instances agricoles. Différentes études sont ainsi menées par des organismes professionnels agricoles tels que le CNASEA¹⁵, les ADASEA¹⁶, la MSA, la FNSEA¹⁷, l'AREEAR¹⁸, des organismes de recherche en agriculture comme le CERMOSEM¹⁹, le CEMAGREF²⁰,

10. MICOUD André, *Les nouvelles formes du refus de la ville*, 1976, CRESAL, Saint-Étienne. MICOUD André et al. (dir.), *Campagnes de tous nos désirs*, Paris, Éd. La Maison des sciences de l'homme, 2000.

11. VOISIN Michel, *Sociologie d'une protestation utopique, Les nouvelles communautés en Belgique francophone*. Thèse pour le doctorat de 3^e cycle de sociologie (multigraphiée), École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1976. « Communautés utopiques et structures sociales. Le cas de la Belgique francophone », *Revue française de sociologie*, XVIII, avril-juin 1977, p. 271-300.

12. LACROIX Bernard, *L'utopie communautaire* Paris, PUF, 1981, 255 p. (deuxième édition en 2006 avec une préface inédite).

13. LEGER Danièle, « Communautés rurales après 1968 : vivre sans la règle », *Recherches sociologiques*, vol. X, n° 1, 1979. HERVIEU B. et LEGER D., *Le retour à la nature. « Au fond de la forêt... l'État »*, 1979, Le Seuil, 238 p., réédition, précédée de *Les néo-ruraux trente ans après*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2005, 235 p.

14. HERVIEU Bertrand, « Du Perche à la Méditerranée : pouvoir local, lien social et sociétés rurales. Questions de recherche », Conférence inaugurale du Colloque de l'Association des ruralistes français (ARF) et du Laboratoire d'études rurales (LER) : *Ruralités européennes contemporaines : diversité et relations sociales*, Lyon, 12-14 novembre 2008, université Lyon 2 et Institut des sciences de l'homme.

15. Le CNASEA (Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles) étudie les installations en agriculture dans une vingtaine de départements (dont de nombreux en zone de montagne) à partir des fichiers de la MSA.

16. ADASEA : Associations départementales pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles.

17. FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricole, syndicat agricole majoritaire.

18. AREEAR (Atelier Régional d'Études Économiques et d'Aménagement Rural Rhône-Alpes).

19. CERMOSEM (Centre d'Études et de Recherches sur le Montagnes Sèches Méditerranéennes) : antenne de l'université de Grenoble, située à Mirabel (Ardèche).

20. Une étude du CEMAGREF (Centre National du Machinisme Agricole et du Génie rural des Eaux et Forêts)-Groupement de Grenoble-Division INERM : *Fils d'agriculteurs et nouveaux paysans montagnards. Contribution à la connaissance des installations de nouveaux agriculteurs. Proposition pour une politique d'installation*, note de travail

l'ITOVIC²¹, des associations comme l'IFOCAP²², des institutions locales, des établissements d'enseignement comme l'école d'ingénieurs ISARA²³-Lyon, l'INPSA²⁴, l'ESA²⁵, les CFPPA²⁶, des ministères²⁷ à partir des fichiers de la MSA (Mutualité sociale agricole), de l'ISM (Indemnité spéciale montagne) et d'une enquête sur les nouvelles installations agricoles dans les Alpes-de-Haute-Provence, effectuée en liaison avec le Bureau d'Accueil et d'Information des Alpes du Sud et les responsables agricoles des Alpes-de-Haute-Provence²⁸. Ces travaux, effectués à une échelle pluri-départementale (dix à vingt départements), concernant les installations en agriculture, sont motivés par la volonté de rechercher les points de convergences entre anciens et nouveaux agriculteurs, propres à enclencher une dynamique de développement local. Ils sont commandés à des chercheurs, essentiellement sociologues, agronomes et géographes qui peuvent alors, comme Michèle Salmona²⁹, psychosociologue et anthropologue du travail à l'université de Paris X-Nanterre, s'engager dans un partenariat de longue durée avec les pouvoirs publics demandeurs ainsi qu'avec les populations néo-rurales. Celles-ci y trouvent, tant un stimulant intellectuel à leur démarche qu'un moyen de faire remonter jusqu'aux instances nationales, les questions et les créations issues des recherches-actions menées en commun avec les chercheurs et susceptibles de faire évoluer les pratiques administratives à leur endroit et, plus généralement, dans un sens plus favorable au développement local.

Un certain nombre de chercheurs conduit des études sur des secteurs géographiques restreints, d'échelle départementale ou infra-départementale, dans une perspec-

n° 2, Groupement de Grenoble, Division : Institut National d'Études rurales montagnardes, n° 172, mai 1981. Grenoble 2/3 porte sur seize départements des Alpes du Sud, du Massif Central et des Pyrénées, où le phénomène est concentré en 1978-1979, à partir du fichier ISM actualisé tous les ans et concernant plus de 100 000 exploitations.

21. ITOVIC : Institut technique de l'élevage ovin et caprin devenu Institut de l'élevage après fusion avec l'Institut de l'élevage bovin.
22. IFOCAP : Institut de Formation des Cadres Paysans.
23. ISARA : Institut supérieur d'agriculture Rhône-Alpes.
24. L'ex-INPSA (Institut National de Promotion Supérieure Agricole) de Dijon est devenu l'ENESAD (Établissement National d'Enseignement Supérieur Agronomique de Dijon).
25. ESA : École Supérieure d'Agriculture d'Angers.
26. CFPPA : Centres de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole.
27. Ministère de la Culture et de l'Environnement, Recherche exploratoire : *L'installation d'urbains en milieu rural et ses effets*, juillet 1978, CRESAL-IREP-Institut de Géographie de Toulouse-Groupe de Sociologie de Nanterre... L'étude porte sur les urbains en milieu rural et comprend notamment trois enquêtes monographiques portant sur les Corbières viticoles, le Sud-Ouest (Pyrénées atlantiques et Gers) et les Cévennes. Environnement (Haut Comité de), Ministère de la Culture, Comité scientifique « Espace et cadre de vie » : *L'installation d'urbains en milieu rural et ses effets*, Recherche exploratoire présentée par MICOUD (A), CRESAL, Saint-Étienne, ronéo, juillet 1978 (convention n°77146).
28. CALMELS G., *Les nouvelles installations agricoles dans les Alpes-de-Haute-Provence. Essai d'évaluation du phénomène*, mémoire, ESA Purpan, juin 1980. Réalisée en liaison avec le Bureau d'accueil et d'information des Alpes du Sud et en relation avec les responsables de la profession agricole des Alpes-de-Haute-Provence, l'étude a tenté un recensement exhaustif des « installations effectuées par des personnes étrangères à la population agricole du département » après 1968, à partir d'une enquête en grande partie indirecte.
29. SALMONA Michèle et P., *Recherche sur l'installation des jeunes éleveurs bergers et chevriers-20 monographies régionales dans 4 zones désertifiées*, rapport de recherche (ronéo), Institut technique ovin caprin (ITOVIC), CAESAR, 1978. Après s'être consacrée aux effets psychologiques observés chez les agriculteurs soumis aux plans de développement par la mise en place d'une agriculture productiviste, elle est chargée par le ministère de l'Agriculture, dans le cadre d'une vaste étude intitulée *Installation des jeunes éleveurs bergers-chevriers* menée en 1978 sous l'égide de l'ITOVIC (Institut Technique de l'Élevage Ovin et Caprin), de bâtir des outils de sélection à l'entrée des CFPPA (Centres de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole), d'évaluer l'utilisation par eux des sommes allouées à la formation des néo-ruraux, d'étudier les problèmes d'insertion des néo-ruraux et la question de la formation à leur offrir de manière à permettre aux organisations agricoles de prendre les mesures adéquates afin d'améliorer les services destinés à aider les « néo-ruraux » à réussir leur installation en leur assurant des conditions de vie plus favorables.

tive de revitalisation de ces espaces, induisant une attention particulière portée à la démographie et à l'économie, comme chez Michel Chevalier³⁰ (Ariège) ou André Soulier³¹ (Lozère, Corbières et arrière-pays languedocien). C'est le cas notamment d'une équipe d'agronomes et d'historiens du temps présent de Carcassonne, rassemblée autour de l'agronome, chercheur à l'INRA, François de Ravignan. Après avoir étudié les paysages ruraux, celui-ci s'intéresse aux néo-ruraux de l'Aude³² dont il perçoit l'installation comme une opportunité d'enrayer le déclin et de bâtir une économie sur des bases nouvelles.

À cela s'ajoutent de nombreux mémoires portant sur des espaces très circonscrits, réalisés par des étudiants en agronomie, en géographie, en sociologie ou en ethnologie. Il s'agit notamment de ceux de C. Lalite et de Ph. Ducroquet, sur les Pyrénées ariégeoises³³, de Jean-François Pressicaud³⁴ (plateau de Millevaches), de I. Ribes³⁵ (Cantal), d'Hélène Detraz³⁶ pour le Séronais (Ariège), de Jean-Marie Orrit³⁷ (canton de Durban-Corbières), de M-H. Cruveille³⁸ (Hautes-Corbières), de S. Abadie *et al.*³⁹ (Aude), de G. Calmels⁴⁰ et de B. Latour et A. Leseigneur⁴¹ (Alpes-de-Haute-Provence) ou encore de Mercès Tarasuk (Ardèche, Drôme et Gard)⁴².

30. CHEVALIER Michel, « Les phénomènes néo-ruraux », in *L'espace géographique*, n° 1, 1981, p. 33-47. « Les néo-Pyrénéens », in « L'Ariège », in *Ouest-France*, 1985, p. 168-174. *La vie humaine dans les Pyrénées ariégeoises*, Toulouse, Éd. Milan-Résonances, 1984 (Lacour, 2002); 1^{re} édition : Paris, M.-Th. Guénin, 1956, 1060p. *L'Ariège*, Rennes, Ouest-France, 1985, 210 p. Paris Sorbonne Institut de Géographie.
31. SOULIER André, « Les nouveaux occupants de l'espace rural. Contribution à l'étude des changements économiques et sociaux de l'arrière-pays languedocien : exemple des Causses et des Cévennes lozériennes », *Économie méridionale*, n° 100. « Caractéristiques du retour à la terre dans trois communes rurales de l'arrière-pays occitan », *Bas-Rhône-Languedoc*, n° 83, avril-juin 1977. « Le retour à la terre », *Espace 90*, juin-juillet 1977. « La reconquête des arrière-pays, exemple du Languedoc-Roussillon », in *Bulletin de la Société languedocienne de Géographie*, vol. 18, n° 1-2, 1984, p. 55-68.
32. RAVIGNAN François de, *Nouveaux voyages en France d'un agronome*, Laffont, 1977. *Nouveaux voyages dans les campagnes françaises* (avec René Dumont), Paris, Seuil, coll. « L'Histoire immédiate », 1977. *Quinze ans d'installation en zone rurale (sud du département de l'Aude)*, INRA, Toulouse et Interface pyrénéenne, 1988. *L'avenir d'un désert. Au pays de la Haute-Vallée de l'Aude*, Villelongue-d'Aude, Atelier du Gué, 1996, 2003, 173 p.
33. DUCROQUET Philippe, *Avenir agricole des Pyrénées ariégeoises*, Institut de Géographie-université de Toulouse le Mirail, thèse de doctorat de 3^e cycle, novembre 1978. Analyse typologique dans des exploitations de montagne ariégeoise. LALITE C., *L'impact de l'installation des néo-ruraux sur trois cantons de la montagne ariégeoise*, mémoire, ITPA-INRA Toulouse-URSAD, octobre 1980.
34. PRESSICAUD Jean-François, *Les néo-ruraux dans le Nord de la Montagne limousine : un facteur de revitalisation d'un espace dominé?*, mémoire de maîtrise de sciences sociales appliquées au travail, université Toulouse-le-Mirail-Limoges, 1980.
35. RIBES I., *S'installer en agriculture aujourd'hui dans le Cantal*, mémoire, ITPA-Chambre d'agriculture du Cantal, octobre 1980.
36. DETRAZ Hélène, *L'intégration des populations nouvelles en milieu rural : les néo-ruraux du Séronais (Ariège)*, GEODOC, Documents de recherche de l'UFR de Géographie aménagement de l'université Toulouse-Le-Mirail, 1998, 86 p. *Le néo-ruralisme : un espoir pour le monde rural? Le cas du Séronais (Ariège)*, mémoire de maîtrise sous la direction d'Hélène Guetat, université Toulouse-Le-Mirail.
37. ORRIT Jean-Marie, *Les néo-ruraux dans le canton de Durban-Corbières*, mémoire de maîtrise de géographie, Montpellier 3, 2000. Consultable uniquement à Montpellier 3-CDPS Géographie.
38. CRUVEILLE M-H. *Installation dans les Hautes-Corbières. Les nouveaux venus et l'agriculture de montagne*, mémoire, INAPG, mars 1979.
39. ABADIE S., AESCHBACHER J., KHELIFA N., KOKOSZYNSKI P., *Étude de sept communes de la zone de montagne de l'Aude*, mémoire, ENSA Toulouse-Chambre d'agriculture de l'Aude-CTGREF-INERM, septembre 1980.
40. CALMELS G., *Les nouvelles installations agricoles dans les Alpes-de-Haute-Provence. Essai d'évaluation du phénomène*, *op. cit.*
41. LATOUR B. et LESEIGNEUR A., *Nouveaux paysans et fils d'agriculteurs dans une zone en voie de désertification. L'exemple des hautes vallées de l'Asse (Alpes-de-Haute-Provence)*, mémoire, INPSA Dijon-ADFPA Alpes-de-Haute-Provence-CTGREF-INERM, juillet 1980.
42. TARASUK Mercès, (enregistrée aussi sous le nom de SILVET, Mercès da Silva), *Le néo-ruralisme dans trois départements : Ardèche, Drôme, Gard*, 1983. Thèse de Doctorat de 3^e cycle, sous la direction du Professeur Georges

Phénomène plutôt que mouvement, compte tenu de sa fluidité et de son caractère hétérogène, le « retour à la terre » est une migration vers la campagne accomplie par des personnes d'origine urbaine ou rurale mais désireuses d'y revenir (après un détour plus ou moins long par une vie urbaine), dans le but de vivre totalement ou partiellement d'une activité agricole.

Les acteurs du « retour à la terre » postérieur aux années 1960 réactivent, à l'autre extrémité du spectre idéologique, le mythe agrarien né au XIX^e siècle.

Ce concept, ambivalent et ambigu, mais central par sa puissance explicative sur la longue durée, instrumentalise au bénéfice des classes dirigeantes (conservatrices et républicaines) qui l'ont forgé, l'identité aliénée d'une paysannerie produisant peu de discours sur elle-même et tardivement représentée dans l'espace public.

Considérant que le monde de la terre, hérité du passé et fragilisé par la modernité agressive, obéit à une logique spécifique et doit être protégé, il constitue une arme dans la politique économique de la France, justifiant que ses intérêts agricoles passent avant ceux de son industrie, bien que le protectionnisme du tarif Méline de 1892, englobant l'agriculture, ait été demandé pour l'industrie textile. Fonctionnant sur un dualisme spatial, social, temporel et symbolique très fort, il s'apparente à une simplification de la réalité dans une logique de combat. Synonymes de nature, de simplicité, de déterminisme, de protectionnisme et d'obéissance à un ordre temporel cyclique, le monde rural et agricole est présenté comme opposé en tout point au monde urbain et industriel, incarnation diabolique de l'artificialité résultant de la perte du contact avec la nature originelle, du libéralisme et du temps linéaire.

Son discours englobant, créé par la III^e République fondée sur le vote rural majoritaire, est similaire au discours colonial. Il fait du paysan quelqu'un qui n'est pas encore entré dans le temps historique et représente un idéal. Cette figure mythique, toujours sur le seuil de l'histoire, s'explique par le perpétuel travail de deuil qui exige de retrouver sans cesse le dernier paysan, porteur de l'identité partagée. Elle justifie aussi la nécessité d'une assimilation descendante par l'État apportant la rationalité.

Ce discours est porté par une élite conservatrice et républicaine en synergie sur ce point⁴³, qui connaît très peu le monde rural et éprouve des difficultés à le contrôler. En effet, celui-ci n'est pas autarcique, et la paysannerie y détient une grande partie du sol depuis la Révolution. Il s'agit en fait d'une conjuration de l'exode rural, alors que la France, contrairement à la plupart des pays industrialisés, reste majoritairement rurale jusqu'en 1931. L'exhortation au « retour à la terre », présenté comme une rédemption et un ressourcement, s'appuie sur une dramatisation de l'exode rural assimilé à un arrachement, à une saignée, à une hémorragie, à une érosion et à un abandon, notamment celui des femmes, analysé comme une trahison. Il repose aussi sur l'occultation du caractère plastique, souple et extraverti du modèle familial élargi de l'exploitation rurale. Celui-ci fonctionne, en effet, par un jeu de respiration, fondé sur la pluriactivité et sur la mobilité géographique, organisée autour de l'envoi et du rappel périodique d'éléments du groupe familial. L'immobilisme paysan rêvé et décrit par les

Ballandier, décembre 1982, Institut National de la Recherche Agronomique (INRA)/Économie et Sociologie rurale (6 passage Tenaille, 75014 Paris) et université Paris V/UER de Sociologie.

43. Pierre Barral a montré qu'au début de la III^e République, il existe une synergie entre les élites conservatrices et républicaines dans la structuration du syndicalisme et dans l'accès au crédit. BARRAL Pierre, *Les agrariens français de Méline à Pisani*, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, n° 164, Paris, Armand Colin, 1968, 386 p.

agrariens vise à fixer à la terre, non les petits propriétaires mais les ouvriers agricoles, afin de résoudre les difficultés des grands propriétaires confrontés à la hausse des prix due au manque de main-d'œuvre.

De plus en plus idéologique après la Première Guerre mondiale, et en décalage complet avec la faiblesse des mesures réelles (création de comités départementaux de « retour à la terre » dans les années 1920), l'agrarisme atteint son paroxysme sous le régime de Vichy (« La terre, elle, ne ment pas⁴⁴ »). À ce moment, son discours se perd dans l'idéologie et la propagande, face à la réalité des réquisitions devançant les demandes de l'occupant. Les mesures étant moindres que celles des années 1920, le « retour à la terre » vaut bien plus pour les élites, qu'il s'agit de sanctionner, que pour les fils de paysans.

Coïncidant sur la longue durée avec les phases de pessimisme dominant faisant apparaître la campagne comme un refuge solidaire, conservatoire des valeurs authentiques et des produits sains, le « retour à la terre », est porté, après la Seconde Guerre mondiale et le fordisme triomphant des années 1950-1960, par les gauches alternatives. Utilisant un stock d'images préconstruit, celles-ci élaborent la légende rose d'un monde rural resté hors du temps historique de la corruption du capitalisme dominant, au moment où la « fin des paysans⁴⁵ » conclut deux décennies de changement brutal dû au très fort exode rural.

Provoqué par l'hyper-compétition entre exploitants, celui-ci est décidé implicitement en 1958 afin de permettre l'industrialisation du pays en faisant de l'agriculture une branche de l'industrie agroalimentaire. Il marque la fin de l'agriculture de peuplement et de la paysannerie comme système moral et ordre social faisant échapper les petits et moyens propriétaires à la domination du notable et de l'État, sans pour autant signifier la sortie complète d'une agriculture familiale. Aux espaces de grandes cultures passés à une agriculture monofonctionnelle proche de l'entreprise, s'opposent alors des espaces en marge, où les acteurs du « retour à la terre » qui viennent s'installer, dénommés « néo-ruraux » par l'administration, rencontrent des passeurs de la mémoire des pratiques encore présentes. Appartenant à des vagues migratoires successives porteuses d'histoires et de motivations différentes, ils procèdent à une très forte réactivation du mythe agrarien, liée à la violence du contexte économique. Leur discours, non politisé, renferme l'idée d'un monde rural refuge, lieu de bien-être, espace de liberté, à la marge d'un monde urbain devenu insupportable car trop normé et implacable. L'aventure néo-ruraliste est toujours vécue comme une première fois et la rencontre d'une histoire qui se répète depuis des décennies⁴⁶.

Sans méconnaître l'existence des courants bien antérieurs, remontant pour l'essentiel au XIX^e siècle, la présente recherche couvre la période allant des années 1960 aux années 2000, inclut sans s'y limiter, les vingt ans (1965-1985) où la France a davantage changé qu'en plusieurs siècles. Ces quatre décennies, soit plus d'une génération, constituent une durée suffisante pour autoriser le recul nécessaire à l'analyse historique. Celui-ci permet de mettre en perspective le « retour à la terre », en expliquant pourquoi une partie de la population française cherche des lieux de respiration par rapport à

44. Appel du Maréchal Pétain du 25 juin 1940.

45. Titre du livre de MENDRAS, Henri, *la fin des paysans*, 1967 (1^{re} édition), Paris, Babel, 1991, 439 p.

46. CORNU, Pierre, « La campagne (2/5) : Ce (fameux) retour à la terre », émission de Marie Richeux, *Pas la peine de crier*, France Culture, 10 décembre 2013.

l'idéologie dominante, et la signification de ce comportement par rapport à l'englobant. Il permet de retracer les évolutions chronologiques des différentes vagues migratoires, des réactions de la population locale (indifférence, hostilité, acculturation réciproque et intégration), des réponses administratives de la société globale (méfiance, surveillance avec parallèlement des formes d'intérêt exprimé par l'État pour la réalité que constitue le « retour à la terre ») et de leurs mutations.

Il autorise enfin l'exploitation d'archives officielles (Cabinet du Préfet, Service Historique de la Gendarmerie, SAFER Alpes-Cévennes, archives communales, sources statistiques) parmi la grande variété de sources extrêmement dispersées, de natures et d'époques différentes, utilisées pour ce travail de recherche : études réalisées par des organismes agricoles, universitaires, d'aménagement du territoire et par des chercheurs ; documents audio-visuels (photographies, films, émissions de télévision et de radio), enquêtes, romans, journaux et mémoires, témoignages et 40 entretiens semi-directifs. Ceux-ci ont été effectués en 2003 et 2004 dans le Sud-Ouest de l'Ardèche où la densité néo-rurale est la plus forte, sur la base de questions ouvertes, auprès de responsables politiques (maires, conseillers généraux) et syndicaux locaux, d'autorités administratives (directeur de la SAFER, président et sous-directeur de la Chambre d'Agriculture), de néo-ruraux ou ex néo-ruraux et d'Ardéchois de souche (paysans, commerçants, instituteurs/professeurs du secondaire). Leur croisement et leur confrontation permettent d'approcher au plus près une réalité difficile à cerner, en raison des limites (absence de recensement des acteurs du « retour à la terre », dans les statistiques officielles) et des carences de chaque type de source pris individuellement. L'étude de cas jugés significatifs, à défaut d'être exemplaires, permet de contourner l'obstacle du foisonnement des expériences rendant très difficile l'établissement de toute typologie.

Commencé à l'orée des années soixante, à l'initiative de quelques précurseurs comme Pierre Rabhi, le « retour à la terre » ne procède pas de Mai 68 même si, pour la plupart de ses acteurs, cet événement représente le tournant décisif, et même si l'ampleur des aspirations à la vie verte n'est pas sans rapport avec ce grand ébranlement ni avec la postérité des espoirs alors soulevés. Il ne se réduit pas davantage à sa première vague post-soixante-huitarde mais se prolonge bien au-delà. L'exode urbain, dont il constitue la première manifestation, s'impose, par-delà ses différentes mutations, comme un phénomène durable, correspondant à une inversion des représentations de la campagne et de la nature, dans un contexte de croissance et de modernisation accélérées, marqué par une industrialisation (y compris de l'agriculture), une urbanisation et un consumérisme prédateurs pour l'environnement. Propice au développement de la nostalgie, de la « mode rétro⁴⁷ », de l'écologie politique et de la patrimonialisation de l'espace rural et agricole ainsi que de ses productions, le terrain d'angoisse et d'incertitude ouvert par la crise économique du milieu des années 1970, imposant désormais l'omniprésence du chômage de masse dans l'horizon et social et politique, entre en résonance avec « le retour à la terre » et en infléchit les orientations et les caractéristiques.

Les années 1980 auraient pu constituer une borne chronologique pertinente, avec l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981, agissant comme un puissant facteur de normalisation de la gauche sociale et facilitant ainsi l'intégration des néo-ruraux, et

47. ORY Pascal, *L'Entre-deux-Mai, histoire culturelle de la France (mai 1968-mai 1981)*, Paris, Seuil, 1983, 287 p.

avec le tournant de la rigueur (1982-1983) ouvrant la voie à un profond désarroi de la gauche, désormais orpheline d'un idéal et d'une espérance portés depuis l'autre mai, tout au long de la foisonnante, débridée et combative décennie 1970. L'inconvénient majeur d'un tel choix chronologique eût été néanmoins d'arrêter l'étude au début du processus d'intégration des populations néo-rurales et autochtones, laquelle n'est réalisée véritablement qu'au cours de la décennie suivante, et de se priver ainsi d'accéder au point d'aboutissement d'un certain nombre d'initiatives novatrices. Un tel souci justifie de s'aventurer jusqu'au tournant du XXI^e siècle.

À travers le département de l'Ardèche qui, pionnier en la matière, en est venu à incarner le « retour à la terre », l'étude s'attache, grâce à des comparaisons avec d'autres espaces du territoire français (notamment la Haute-Loire, la Drôme, le Gard, l'Hérault, les Alpes-de-Haute-Provence, les Pyrénées, le Pays basque et la Creuse), à mettre le phénomène en perspective par rapport aux évolutions et au contexte politique, économique, social, sociétal et culturel. Différentes échelles (locale, nationale, et le cas échéant européenne et internationale), sont convoquées afin d'en dégager la signification et la portée, d'en expliquer le surgissement, les inflexions et les réorientations successives et de le saisir dans ses multiples dimensions et résonances.

Les quatre parties (« Au centre, les marges », « La rencontre », « Vers l'intégration » et « Une révolution silencieuse⁴⁸ »), étudient d'abord la manière dont le phénomène du « retour à la terre » interroge de diverses manières, au niveau de l'englobant, la société dont il est le produit et en constitue l'avant-garde.

L'échelle locale, plus grande, permet d'analyser et de confronter les représentations ayant présidé à la décision d'installation à la terre et la réalité vécue sur le terrain par les néo-ruraux ; puis la manière dont s'effectue la rencontre forcée entre anciens et nouveaux paysans, la confrontation des valeurs et des représentations, peu étudiée jusque-là, entre ces deux populations caractérisées par une très grande hétéronomie ; enfin, comment les conflits qui émaillent leur cohabitation révèlent un certain nombre d'enjeux liés au pouvoir et aux valeurs culturelles fondamentales.

Sont examinés ensuite les chemins variés d'une acculturation et d'une intégration lente et progressive des nouveaux venus à la fin des années 1970 et au début des années 1980, d'où émerge, avec l'aide des pouvoirs publics, un groupe mixte dynamique qui impulse et conduit le développement local. Accédant à une nouvelle notabilité à partir du début des années 1980, celui-ci profite des possibilités d'autonomie et de réalisation de projets, au plus près des besoins locaux, offertes par la décentralisation, prolongeant et amplifiant l'expérience des contrats de pays lancée en 1975.

Restent alors à étudier les modalités d'accomplissement d'une véritable « révolution silencieuse » en termes démographique, agricole et de transformation de l'espace rural, à l'échelle locale et, au travers de ses ouvertures, aux échelles nationale et internationale.

48. Titre du livre de DEBATISSE, Michel, *La révolution silencieuse. Le combat des paysans*, Paris Édition Calman-Lévy, 1964, 277 p.